

## Communiqué

### Montréal en plein délire hydrique!

**Des consultants spécialistes qui se donnent une marge d'erreur de 6 à 10 milliards!**

### Bataille de chiffres à l'horizon

Montréal le 6 février 2003 – Ce communiqué se présente en réponse à celui de la ville de Montréal publié le 5 février 2003.

Les signataires de ce communiqué sont outrés du manque de sérieux de la ville quant aux chiffres avancés, et à la façon d'annoncer le résultat des études de ses consultants, sans faire le lien avec le contrat de ville que cette dernière vient de signer avec le gouvernement du Québec.

Pour André Bouthillier, président d'*Eau Secours!* « *Nous sommes en face d'une inflation verbale des dirigeants de la ville* » quant aux coûts de réfection des infrastructures de l'eau, dit-il.  
« *Pourquoi cette urgence qui contraste tellement avec les données du contrat de ville signé avec le gouvernement du Québec? Il y a sûrement anguille sous roche et dans quel scénario tente-t-on d'amener la population montréalaise? Comment fait-on pour prédire les coûts de réfection avant de savoir ce qui ne va pas? Veut-on faire payer la population avant le temps? Ou la convaincre d'accepter une facture gonflée à l'hélium des consortiums de consultants qui même externes à la ville ne sont pas sans être en conflit d'intérêt?* »

### Établissement des coûts par hypothèses

Comment peut-on avancer des chiffres sur la quantité de tuyauterie à changer si le diagnostic ne se termine qu'en décembre 2007? Le contrat de ville stipule que la ville s'entend avec le gouvernement pour :

- « *compléter le diagnostic des réseaux d'aqueduc et d'égout en décembre 2007* » extrait du contrat de ville

Est-ce à dire que d'ici là il n'y aura pas de remplacement de tuyauterie?

Où a-t-on pris les chiffres, si les études préliminaires des besoins de réfection des usines ne sont même pas terminées?

- « *Réaliser les études préliminaires et établir le calendrier de mise aux normes des deux usines principales de traitement de l'eau potable d'ici janvier 2004* » extrait du contrat de ville

Pourquoi faire des projections sur 20 ans et non sur 10 ou 40 ans? Pourquoi dans le contrat de

ville, la période de 2005 à 2012 pour finaliser les travaux d'infrastructure totalise 2 milliards de dollars à être payé par les trois paliers de gouvernement? Est-ce que les chiffres avancés par la ville, tiennent compte de la contribution de Québec de 119 millions pour les réfections d'usines d'eau et de 63 millions déjà prévus jusqu'en 2007? Et où apparaissent les sommes couvrant la part des deux autres paliers de gouvernement pour la période de 2007 à 2023 » Sont-elles déduites du 10 milliards avancés par la ville?

### **Mettre fin à des contrats inutiles**

Nous demandons à la ville de faire cesser les études sur les modes de financement, nous évaluons que c'est de l'argent gaspillé. Il est difficile pour un citoyen de croire qu'il y a une meilleure façon d'emprunter sur les marchés financiers à meilleur coût, lorsque l'on sait qu'une ville ne peut faire faillite et que la firme de spécialiste Moody vient de faire passer la perspective (économique) montréalaise de stable à positive. Qui donc offrirait de l'argent à moins chère et pourquoi? À moins que l'on veuille se faire dire par des consortiums de consultants qu'il n'y aura point de salut en dehors du « Privatariat »

Dans le même esprit nous demandons à la ville de respecter son engagement du Sommet de Montréal, à l'effet que ce soit un service de la ville qui gère l'eau, donc de ne pas octroyer de contrat pour analyser les formes de structures hors service. Toutes cette analyse a déjà été faite dans le livre vert rendu public par la ville le 23 décembre 1998. Quant aux nouvelles formes de privatisation nous les connaissons et nous nous y opposons.

30-

La Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau – *Eau Secours!*

La Coalition montréalaise pour un débat public sur l'eau

Association québécoise pour un contrat mondial de l'eau

La Table régionale des organismes en éducation populaire (TROVEP)